

## Harry S. Truman, Mémoires

**Légende:** A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est en ruine et fait face à une grave pénurie alimentaire. Dans ses Mémoires, le président américain Harry S. Truman rappelle les mesures envisagées par les États-Unis pour subvenir aux besoins alimentaires du continent européen.

**Source:** TRUMAN, Harry S. Mémoires. Volume I: L'année des décisions. Paris: Plon, 1955. 292 p.

**Copyright:** (c) Editions Plon

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/harry\\_s\\_truman\\_memoires-fr-c86a7faa-4683-451a-975e-7d86d7c00d86.html](http://www.cvce.eu/obj/harry_s_truman_memoires-fr-c86a7faa-4683-451a-975e-7d86d7c00d86.html)

**Date de dernière mise à jour:** 24/10/2012

## Harry S. Truman, *Mémoires*

[...]

«L'Europe d'aujourd'hui a faim, dis-je. Je ne parle pas des Allemands; je parle des peuples dont les pays ont été envahis et dévastés par les Allemands, surtout les peuples d'Europe occidentale.

A mesure que l'hiver approche, la détresse augmente. Si nous ne faisons pas tout ce qui est en notre pouvoir pour la soulager, nous risquons de perdre l'hiver prochain ce que nous avons gagné au printemps dernier, au prix de si lourds sacrifices. Poussés par le désespoir, les hommes peuvent parfois détruire la structure de leur société pour essayer de trouver dans les ruines quelque chose qui leur tienne lieu d'espoir. Si nous laissons l'Europe avoir froid et faim, nous risquons de perdre certains des fondements de l'ordre sur lequel l'espérance d'une paix mondiale doit reposer.»

C'était la stricte vérité. Depuis le début du printemps il était devenu évident que les besoins croissants des pays dévastés d'Europe, la consommation sans cesse accrue des forces armées et la menace de récoltes déficitaires aux Etats-Unis exigeaient une action énergique.

Une des premières mesures que j'avais prises, dans le cadre de nos efforts pour coordonner toutes les activités des divers offices gouvernementaux qui s'occupaient de la production ou de la conservation des denrées alimentaires dans les foyers américains, fut de nommer un directeur de la production alimentaire nationale.

[...]

Afin de faciliter le travail de ce nouvel office, je m'étais adressé directement au peuple américain, le 2 juin, pour lui demander que chacun de ses foyers produise davantage et conserve davantage de produits alimentaires, afin que nous puissions augmenter les quantités consacrées à la nourriture des millions d'affamés en Europe. J'avais également fusionné l'office du ravitaillement en temps de guerre avec le département de l'Agriculture, afin d'utiliser de façon plus efficace l'organisation existante et d'obtenir le maximum de rendement dans l'exécution du programme du ravitaillement.

Désireux de réunir le plus de renseignements possible, j'avais fait appel aux services d'experts que j'avais chargés d'étudier le problème qui consistait à nourrir l'Europe et de faire des recommandations. Le plus illustre d'entre eux était l'ancien président, Herbert Hoover, qui avait accompli une besogne si remarquable dans ce domaine après la première guerre mondiale.

[...]

Les preuves d'une crise de ravitaillement imminente en Europe ne cessaient de s'accumuler ; les rapports de nos envoyés à l'étranger et les messages - dont certains empreints d'une urgence tragique - des chefs d'autres pays, ne faisaient que confirmer la gravité de la situation. L'Angleterre, la Belgique et d'autres nations qui depuis des années dépendaient, dans une large mesure, de leurs importations pour nourrir leur population extrêmement dense, se trouvaient désormais dans une situation telle qu'elles n'en avaient jamais connu d'aussi critique. La plus grande partie de leurs capacités de production agricole avait été détruite, ou mise en sommeil pendant la guerre; elles avaient perdu beaucoup du tonnage qui, par le passé, leur avait permis d'aller chercher des denrées alimentaires à l'étranger et leurs avoirs en devises étrangères avaient été saignés à blanc par les exigences militaires et l'énorme réduction de leurs exportations.

Certains des problèmes soulevés par cette crise alimentaire étaient excessivement compliqués. Si, par exemple, la Belgique et la France étaient forcées de se tourner vers l'Argentine pour acheter de la viande, il s'en suivrait une hausse brutale dans ce dernier pays, ce qui porterait préjudice aux Britanniques qui s'y fournissaient depuis longtemps. C'est dans cette crainte qu'ils nous suggérèrent, en juin 1954, de répartir entre les Français et les Belges le surplus de nos stocks de vivres destinés à l'armée. Ils parlaient de l'hypothèse que la réduction de nos forces en Europe rendrait disponible le ravitaillement qui avait déjà été

envoyé pour les nourrir. Mais je dus faire remarquer aux Britanniques que nous avions besoin de ces provisions pour les masses considérables de prisonniers allemands qui étaient tombés entre nos mains.

La question du ravitaillement en viande aux Etats-Unis était devenue si critique, au printemps de 1945, que les quantités disponibles pour les civils dans nos zones urbaines étaient tombées au-dessous de la consommation individuelle britannique. Néanmoins, afin de fournir aux besoins les plus urgents de la France et de la Belgique, je pris des mesures pour leur faire envoyer 45 000 tonnes de viande. J'espérais que cette mesure faciliterait quelque peu les achats britanniques en Argentine. Dans le même temps, j'attirais l'attention de Winston Churchill sur certaines autres incidences de la situation alimentaire.

«J'ai l'impression, lui câblai-je le 23 juin, que nous ne pouvons pas nous permettre de distribuer de la viande à la France et à la Belgique, en ignorant le reste de l'Europe. Si nous pouvons trouver le moindre stock de viande, il faut au moins un semblant d'uniformité dans sa répartition.»

[...]

Le rôle de l'U.N.R.R.A. était négligeable en Europe occidentale encore qu'elle fit un travail considérable en Grèce. La plus grande difficulté, c'est qu'au moment où elle avait été fondée, en 1943, à Atlantic City, ses buts n'avaient pas été clairement définis ; elle était bien destinée à satisfaire les besoins des pays incapables d'assurer leur relèvement par eux-mêmes, mais aucune limite n'avait été assignée à son domaine et les fonctions de ses services chargés du ravitaillement n'étaient pas nettement délimitées. En plus de cela, le vote de ses crédits par le Congrès avait subi du retard et comme les Etats-Unis étaient de très loin son principal soutien financier, ses opérations se trouvaient bien entendu ralenties, jusqu'à ce que des fonds soient mis à sa disposition.

[...]

Malgré les préparatifs faits par les Etats-Unis en 1945 pour éviter une crise alimentaire à l'échelle mondiale, la menace de la famine se généralisa sur presque tout le globe, au cours de l'hiver suivant. Plus de gens se trouvèrent menacés de mort par inanition pendant l'année qui suivit la guerre que pendant toutes les années du conflit mises ensemble. L'Amérique engrangea des récoltes record dans presque tous les domaines de l'agriculture, mais le blé en Europe et en Afrique du Nord, ainsi que le riz en Extrême-Orient, déçurent toutes les prévisions des experts. Non seulement les bouleversements de la guerre, mais aussi une sécheresse extrême dans de nombreuses parties du monde, provoquèrent une crise qui s'annonça comme la pire des temps modernes.

Les informations que nous avons centralisées nous indiquaient que si les menus d'un Américain lui fournissaient environ 3 300 calories par jour, plus de 125 millions d'Européens devaient se contenter de moins de 2 000 et, dans certaines parties du continent, des populations importantes étaient parfois incapables d'en obtenir plus de 1 000. La production mondiale de denrées alimentaires par tête était inférieure de 12% environ à son niveau d'avant-guerre ; mais en Europe cette différence atteignait 25% et au Japon la situation n'était guère meilleure.

[...]

Le 4 janvier 1946, le premier ministre Attlee me câbla que si l'on ne trouvait pas le moyen de faire sortir de tous les pays producteurs le maximum des quantités disponibles, l'Europe et l'Asie seraient menacées d'une famine généralisée au cours des quelques mois à venir ; il souligna également que les effets d'une telle situation s'étendraient bien au-delà des frontières des pays intéressés et rendraient sans aucun doute infiniment plus difficile la tâche des Nations Unies, quand elles s'efforceraient d'instaurer une paix durable. C'est pour cette raison qu'il réclamait instamment une action énergique de ma part.

Je chargeai le secrétaire Anderson, ainsi que d'autres membres du cabinet et de mon secrétariat, de travailler en liaison étroite avec les experts britanniques pour que nous puissions nous faire une idée précise des besoins et mettre au point le programme qui permettrait de les satisfaire. Le 6 février 1946, j'annonçai des

dispositions d'urgence en neuf points, dans l'espoir d'éviter les ravages d'une famine généralisée :

1. Les services appropriés de mon gouvernement lanceront une campagne vigoureuse pour s'assurer de la coopération sans réserve de tous les consommateurs et parvenir à diminuer au maximum le gaspillage des denrées alimentaires, surtout du pain. Les boulangers et les détaillants seront tout particulièrement invités à réduire les pertes de pain dans les circuits de distribution.
2. L'emploi du blé dans la production directe de l'alcool et de la bière sera arrêté et l'usage des autres céréales pour la production d'alcool à boire, limité à une consommation de cinq jours par mois, à dater du 1er mars ; l'usage des autres céréales pour la production de la bière sera limité à une quantité totale égale à celle utilisée dans ce but en 1940, quantité qui était inférieure de 3% à celle de 1945. Ces mesures permettront de réserver à la consommation alimentaire 20 millions de boisseaux de céréales, au 30 juin 1946.
3. Le taux du blutage sera élevé à 80% pendant la durée de l'état d'urgence. Des mesures seront également prises pour limiter la distribution de la farine aux quantités indispensables à la consommation civile courante, ce qui permettra d'épargner environ 25 millions de boisseaux de blé pendant les six premiers mois de 1946.
4. Le département de l'Agriculture contrôlera les déclarations des stocks de blé des meuneries et celles des stocks de farine des boulangers et détaillants. Ces contrôles sont destinés à maintenir les réserves de blé et de farine pour la consommation civile au minimum indispensable pour assurer une distribution normale.
5. Priorité sera donnée aux transports par rail du blé, du maïs, de la viande et des autres denrées alimentaires essentielles, afin d'assurer promptement le transport des quantités maximum aux régions les plus déshéritées.
6. Le département de l'Agriculture exercera un contrôle direct sur les exportations de blé et de farine pour faciliter leur transport vers les régions qui en ont le plus grand besoin.
7. Les mesures nécessaires seront prises pour exporter pendant l'année courante 375 000 tonnes de graisses et d'huiles, 800 000 tonnes de viande dont 500 000 devront être rendues disponibles pendant les six premiers mois de 1946 et développer les exportations de produits laitiers, particulièrement de fromage et de lait condensé.
8. Les départements de la Guerre et de la Marine ont déjà puissamment aidé au transport du coprah des Philippines, en mettant à la disposition du cabotage entre les îles de l'archipel 200 péniches de débarquement et petits transports de troupes. Ces départements, ainsi que l'administration des transports de guerre, prendront des mesures immédiates pour rendre disponible le tonnage supplémentaire nécessaire à ces opérations.
9. Le département de l'Agriculture développera de nouvelles méthodes pour permettre de réserver à l'alimentation humaine les céréales actuellement données au bétail et à la volaille. Ces méthodes pourraient comprendre la vente anticipée des porcs gras, de préférence tous ceux dépassant 225 livres et du bétail, sans attendre qu'il soit arrivé à son point de perfection - l'élimination de tous les sujets inférieurs dans les parcs à volailles - des mesures pour empêcher une production exagérée de poussins et encourager un mode d'alimentation plus économique pour les vaches laitières. Des règlements destinés à limiter les stocks de blé des fabricants d'aliments pour le bétail et à restreindre l'usage du blé dans ces aliments, seront préparés.

[...]

Mr. Hoover nous expliqua que la famine avait toujours été la conséquence inévitable des guerres; le dernier grand réservoir qui pourrait permettre d'arrêter les ravages de la sous-alimentation étant les Etats-Unis, il exprima sa conviction que le peuple américain se montrerait à la hauteur de cette immense tâche, comme il l'avait fait après la première guerre mondiale.

Je demandai à l'ancien Président s'il était en mesure de nous présenter une étude détaillée des conditions régnant dans les régions affamées du globe et il me répondit que oui.

Le besoin le plus immédiat, c'était du blé pour l'Europe occidentale, afin de permettre à ces pays d'attendre leurs propres récoltes. Le 9 avril, le comité d'urgence contre la famine me fit savoir que la crise était plus grave encore qu'au moment de son premier entretien avec moi. Les chargements de blé pendant le premier trimestre étaient inférieurs de 313 000 tonnes au chiffre de 3 millions que nous nous étions assigné comme but et un autre rapport du secrétaire à l'Agriculture m'informait que la consommation de pain aux Etats-Unis se maintenait à un niveau élevé ; de plus, si les quantités de blé données au bétail avaient subi une certaine réduction, elles restaient considérables, malgré les efforts faits jusqu'alors pour les réduire au minimum. Il était clair que si nous ne prenions pas promptement des mesures efficaces pour faire sortir le blé des fermes et surveiller sa consommation dans les foyers, sous forme de pain et d'aliment pour le bétail, les Etats-Unis resteraient lamentablement inférieurs à leur tâche qui était d'aider à nourrir les pays affamés.

[...]